



9 NOVEMBRE 1932 *Il y a quatre-vingts ans l'armée tirait sur une manifestation antifasciste. L'historien Jean Batou tente d'apporter un regard neuf sur cet événement.*

La fusillade qui marque l'histoire suisse



L'occupation de Genève, le 12 novembre, jour de l'enterrement des victimes et de la grève générale. Couverture du livre: les obsèques du militant communiste Henri Fürst. DR

REPÈRES

A lire

> **Jean Batou**, *Quand l'Esprit de Genève s'embrace. Au-delà de la fusillade du 9 novembre 1932*, Lausanne, Éditions d'En bas, 2012, 527 pages. Soulignons qu'une cinquantaine de pages en fin d'ouvrage sont constituées de notules biographiques de militants politiques de l'époque.

> **Marc Vuilleumier**, *Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse 1864-1969*, 2012, Éditions d'En bas et Collège du travail, 566 pages.

Quelques dates

> **Mardi 6 novembre à 17h30**: séance de signatures à la Librairie du Boulevard (34 rue de Carouge) pour les deux ouvrages. Avec la présence de Jean Batou et de Marc Vuilleumier.

> **Vendredi 9 novembre**: les traditionnelles commémorations pour garder le souvenir de la fusillade seront plus importantes cette année, en raison du quatre-vingtième anniversaire de cette tragédie.

17h45: rassemblement à la zone piétonne du Mont-Blanc pour une manifestation;

19h: prise de paroles à la Pierre commémorative sur la plaine de Plainpalais;

20h15: soirée discussion autour de l'ouvrage de Jean Batou avec l'auteur, au café Gavroche (4 boulevard James-Fazy). PBH



PROPOS RECUEILLIS PAR

PHILIPPE BACH

Une affaire qui hante Genève. Vendredi aura lieu la commémoration de la tragique fusillade du 9 novembre 1932. L'armée suisse, dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre – assurer la tenue d'un meeting de l'Union nationale, un parti d'extrême droite –, tirait sur une foule de manifestants protestant contre ce rassemblement, faisant treize morts et une centaine de blessés. Jean Batou, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Lausanne, consacre un volumineux ouvrage à cet événement (voir repère). Un travail qui explique cet événement par le climat très particulier de l'époque, en Suisse et à Genève. Pour lui, cette fusillade est un aussi un tournant dans l'histoire suisse et permet de mieux comprendre les décennies suivantes.

Pourquoi un tel livre, alors que beaucoup a déjà été dit sur cet événement?

Jean Batou: Un grand nombre d'études consacrées à cette question datent du milieu des années septante. Ceci pour deux raisons. Il s'agissait de la première grande crise économique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il était donc logique d'aller voir ce qui s'était passé dans les années trente, durant la grande dépression. Et la démarche s'inscrivait aussi dans l'après-Mai 68, avec un retour aux fondamentaux de l'histoire du mouvement ouvrier.

J'ai donc tenté de jeter un regard neuf sur cet épisode. Une question me taraudait depuis longtemps: pourquoi et comment un événement de cette dimension a-t-il pu se produire à Genève?

La fusillade de Genève est-elle donc si exceptionnelle?

Lorsqu'on se penche sur des pays démocratiques comparables – il faut bien sûr mettre de côté l'Autriche ou l'Allemagne, où l'on est en pleine montée du nazisme –, on voit qu'une telle intensité de violence ne paraît pas possible. Et surtout, la réponse des autorités est très différente si des faits comparables surviennent tout de même. Par exemple, en 1931, en Suède, la troupe tire sur un cortège de grévistes, faisant cinq morts. Mais le parlement suédois décide immédiatement de ne plus recourir à l'armée pour des opérations internes de maintien de l'ordre et la justice sanctionne l'officier responsable.

Dans le cas genevois, rien de tel. Tout l'appareil de l'Etat est mobilisé pour légitimer après-coup l'action de l'armée, les dirigeants du mouvement ouvrier sont poursuivis et les responsables promus aux plus hauts grades de l'armée (les trois 1^{ers} lieutenants en service deviendront colonels).

Que peut-on dire sur cette responsabilité de l'armée?

Quand on examine l'enchaînement des décisions qui ont conduit à la fusillade, on peut dire que ces officiers ont agi comme des Pieds Nickelés. On relève une série d'erreurs manifestes. L'envoi d'une petite quantité d'hommes en file indienne dans une foule. Les renforts bloqués pendant plus d'une demi-heure sans raison sérieuse. Il aurait été bien plus logique de masser ces soldats derrière les barrages de police qui gardaient l'entrée de la salle communale de Plainpalais où se tenait le meeting de l'Union nationale.

Que se passe-t-il devant le Palais des expositions où la fusillade se produit?

On relève tout d'abord que le climat est moins explosif que les récits de presse ne le laissent entendre. Quelques armes ont été cassées et des casques cabossés. La symbolique du fusil brisé, emblème de l'Internationale des résistants à la guerre, était entendue alors comme un message de paix, quatorze ans après la

grande boucherie de 1914-1918.

Ensuite, la plupart des personnes abattues sont atteintes dans le dos. Elles étaient en train de déguerpir. On constate aussi que les blessures sont au tronc: l'armée a tiré dans le tas. Et la plupart des victimes étaient là en observatrices, ce n'était pas des militants aguerris. On trouve même des petits patrons parmi elles. Relevons aussi l'usage d'un fusil mitrailleur, une arme extrêmement destructrice qui a tiré une trentaine de cartouches. Il semble que les manifestants n'ont tout simplement pas compris lorsque l'ordre de tirer a été donné. Une trompette a retenti, mais les gens ne savaient pas ce que cela voulait dire.

Quelle est la réaction à cet événement?

Les Genevois sont scandalisés. Et pas qu'eux. Genève abrite alors la Conférence de désarmement de la Société des Nations. Nombre de correspondants internationaux se

trouvent à Genève. Et ils sont très choqués. Par exemple, un grand quotidien anglais ironise sur le fait qu'à Genève on a tiré là où, à Londres, une douzaine de *bobbies* auraient suffi à rétablir le calme. Même le correspondant d'un journal portugais – le Portugal de Salazar! – est choqué.

Vous décrivez l'importance du climat politique qui conduit à cette fusillade.

On parle souvent d'un meeting fasciste, ce qui est un peu réducteur. Dans la salle communale de Plainpalais, à côté du leader d'extrême droite Géo Oltramare, se trouve aussi un conseiller d'Etat, leader du patronat, Edmond Turretini. C'est donc une assemblée visant à mettre en accusation Léon Nicole et Jacques Dicker, les dirigeants du Parti socialiste genevois, le plus grand parti cantonal, qui se tient avec le soutien du Conseil d'Etat!

Contrairement à ce qui sera affirmé lors du procès d'assises qui suivra, les socialistes n'ont pas exigé l'interdiction de ce

meeting. En fait, ils ont demandé que la Ville ne mette pas une salle publique à disposition de cette soirée.

Qui étaient les personnes qui se sont rendues à ce meeting mis sur pied par l'Union nationale?

Il s'agissait d'un mélange. On y trouve des militants d'extrême droite, mais aussi et surtout des représentants de la bonne société genevoise. Le chroniqueur libéral Alfred Poulin parlera d'une «tribu de banquiers arborant la cocarde de l'Union nationale». C'est pourquoi sa formule sonne tragiquement juste: «Coule le sang, mais que surnage le franc!»

Comment l'expliquer?

Quand on examine les noms des responsables des principales institutions, on voit que Genève est dominée par une société patricienne. Bon nombre de ces dirigeants sont parents entre eux, ils viennent des mêmes milieux et ont le même parcours: le cours élémentaire Privat (une école privée), la section classique du collège Calvin, puis des études universitaires, souvent en droit. Ils sont membres de Zofingue.

Cette société est fermée sur elle-même et coupée des réalités sociales du plus grand nombre. Cela permet de contextualiser l'enchaînement qui conduit à la fusillade. En effet, à Fribourg, un mois auparavant, une émeute antimilitariste plutôt violente s'était produite. Une troupe cantonale était intervenue. Son responsable, le colonel Roger de Diesbach, un conservateur endurci, avait fait tirer à blanc, sans faire de blessés. Le *Journal de Genève*, organe du patriciat genevois, lui reprochera de ne pas avoir utilisé des balles! Cela illustre bien cette volonté d'en découdre, qui va conduire Genève à la catastrophe. I

Un climat politique bien particulier

Quel rôle la crise économique joue-t-elle?

Elle explique aussi le sentiment de citadelle assiégée qui domine les élites genevoises. La Sûreté française vient de perquisitionner les sièges parisiens de plusieurs banques suisses. C'est de là que naîtra la loi sur le secret bancaire, comme le mettent en évidence les travaux de l'historien Sébastien Guex. La lecture que les milieux conservateurs font de ces actions est ahurissante: ils parlent de complot orchestré par le Deuxième bureau (le renseignement français) et la City pour attaquer le franc suisse! En réalité, le gouvernement radical cherche alors à endiguer l'évasion fiscale. L'autre élément qui explique que cette panique est bien sûr la

faillite, en juillet 1931, de la Banque de Genève, devenue le paravent d'opérations spéculatives qui élaboussent nombre de notables.

En quoi le 9 novembre est-il un tournant?

Il annonce nombre d'éléments qui vont structurer la politique suisse et européenne. Il coïncide avec les derniers mois de l'ascension d'Hitler, alors que le mouvement ouvrier allemand semble incapable de lui opposer une résistance sérieuse. Ainsi, en juillet 1932, lorsque Von Papen dépose le gouvernement de Prusse, dominé par les sociaux-démocrates, le puissant SPD baisse la tête devant ce véritable coup d'Etat.

Au niveau suisse, l'Union syndicale et le Parti socialiste restent très prudents. Ils refusent par exemple de lancer une grève générale pour répondre à la fusillade du 9 novembre. Cette modération annonce déjà en pointillé leur ralliement à la défense nationale (1935) et à la paix du travail (1937), et l'entrée d'un socialiste au Conseil fédéral (1943).

La correspondance de l'attaché militaire français en poste à Berne est très intéressante à ce sujet. Il est très impressionné par cette reculade et souligne l'attachement du PSS aux institutions, qu'il attribue à leur emprise sur plusieurs municipalités.

PROPOS RECUEILLIS PAR PBH